



GRAAT On-Line issue #13 March 2013

De la cohésion antisociale : ou la colonisation inversée à l'ère du New Labour

Monia O'Brien Castro
Université François-Rabelais, Tours
ICD (EA 6297)

Dans les anciennes colonies britanniques, les Blancs « supérieurs » gouvernaient les indigènes « inférieurs », et dans la mère patrie elle-même, la structure de classes dominait. Les injustices sociales et raciales qui appauvrirent une grande partie de la communauté blanche et des communautés ethniques minoritaires constituent, depuis des décennies, un des principaux éléments de l'héritage impérialiste et évolutionniste. Dans la pratique, les membres des minorités ethniques ont toujours dû faire face à des difficultés accrues. Dans les années 80, la série de publications émanant du Centre for Contemporary Cultural Studies intitulée *The Empire Strikes Back*¹, par exemple, proposait une théorie néo-marxiste du racisme, selon laquelle les crises économiques des années 70 et 80 avaient engendré un racisme fondé sur la culture, plutôt que sur la biologie. Un contexte économique incertain avait contribué à la transformation d'individus dont on faisait des boucs émissaires : étant arrivés d'ailleurs, leur culture n'était pas purement britannique et leur loyauté envers le Royaume-Uni faisait défaut.

Après 1945, et tout au long de la décolonisation, l'accent avait été mis sur l'intégration des immigrants et la gestion de la diversité², mais depuis la fin des années 90, c'est plutôt le rôle que le capital social peut jouer dans la promotion de la cohésion sociale qui a été considéré comme une question de plus en plus cruciale.³

Au Royaume-Uni, les nouvelles tendances migratoires, l'arrivée de demandeurs d'asile et de réfugiés en grand nombre, ainsi que les émeutes de l'été 2001 dans le nord de l'Angleterre, ont concentré l'attention de l'ensemble des observateurs sur l'immigration, la diversité ethnique et la cohésion sociale. Les vagues d'immigration croissantes et la diversité ethnique qui en était la conséquence ont été de plus en plus perçues comme un danger pour la cohésion sociale, notamment au lendemain des attentats de Londres en juillet 2005. Cet article vise à analyser la façon dont la mondialisation économique, autrement dit cette immigration et cette diversité ethnique, influencent radicalement la solidarité et le capital social en Grande-Bretagne.

Des hétérotopies, ou comment l'idéologie multiculturaliste est tombée en disgrâce

Depuis les années 60, la politique d'intégration sociale des immigrants a été successivement fondée sur un éventail d'idéologies: l'assimilation (c'est-à-dire l'absorption des minorités ethniques par la culture dominante), l'intégration (c'est-à-dire la coexistence des cultures minoritaires et de la culture dominante) et le multiculturalisme. Lorsque les immigrants du Nouveau Commonwealth vinrent aider à la reconstruction nationale après la seconde guerre mondiale, on attendait d'eux qu'ils se fondent dans la population locale. En d'autres termes, on accueillait la main-d'œuvre à bras ouverts, mais les immigrants étaient censés adhérer aux coutumes et à la culture britanniques. Dans les années 60, parce que la discrimination raciale avait engendré des inégalités, l'idéologie de l'assimilation fut remplacée par une politique d'intégration plus égalitaire, ou, pour reprendre les termes du Ministre de l'Intérieur de l'époque, le Travailleur Roy Jenkins, une politique « d'égalité des chances accompagnée de diversité culturelle », c'est-à-dire un multiculturalisme de base. Au cours des années 80, le multiculturalisme s'imposa plus franchement dans les institutions, particulièrement dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'aide sociale. Les gouvernements conservateurs des années Thatcher décidèrent (après que les Travailleurs avaient fait de même en matière de politique d'éducation), de promouvoir les politiques culturelles en finançant des projets visant à pourvoir aux besoins de tous les groupes ethniques, culturels et religieux. Ainsi, on

espérait satisfaire les membres des communautés minoritaires qui s'étaient rebellés dans le cadre des émeutes urbaines ou « raciales » de 1981 et 1985.

Dès lors que le multiculturalisme devint partie intégrante de la politique gouvernementale, il perdit ce qui le distinguait : ainsi, la bataille pour l'égalité se transforma en culturalisme ou ethnicisme compétitif, puisque les communautés minoritaires durent commencer à se battre pour financements et responsabilités. Cependant, l'idéologie qui prônait intégration et cohésion (une imitation de la vieille idéologie d'assimilation), revint sur les devants de la scène par le biais de débats et de politiques liés à l'immigration, au printemps et en été 2001, dans le contexte de la guerre contre le terrorisme, et lorsque ce qu'on a appelé les émeutes raciales de Oldham, Burnley et Bradford éclatèrent dans ou aux alentours de quartiers défavorisés habités principalement par des communautés pakistanaïses et bangladaïses. D'après le gouvernement, ces troubles s'expliquaient par les taux de ségrégation élevés entre les deux communautés. La question clé cependant devint, « comment de jeunes gens qui sont nés et qui ont grandi en Grande-Bretagne peuvent-ils se sentir exclus de la société à ce point ? »⁴ Pour résumer, le New Labour a délibérément simplifié le problème que constitue l'exclusion en le transformant en un simple problème d'identité culturelle.

Par conséquent, plusieurs initiatives – locales et nationales, proposées par le secteur privé et par le secteur bénévole – mirent en avant le danger que courait la cohésion sociale et communautaire : les membres de différentes races et groupes ethniques devaient se rassembler autour de valeurs communes (Cheong, Edwards, Goulbourne and Solomos 26). Par exemple, quelques mois après les émeutes de 2001, le gouvernement mit en place un groupe indépendant chargé de faire un point sur la cohésion communautaire (« Community Cohesion Review Team »). Cet organisme conclut que les communautés ethniques étaient physiquement séparées, une situation aggravée par le fait qu'en matière d'éducation, d'emploi, de réseaux socio-culturels etc., elles étaient victimes d'une polarisation supplémentaire.⁵ Aussi, était-il nécessaire d'adopter une stratégie en termes d'égalité raciale et de cohésion communautaire pour que la société devienne mixte et unie, comme exposé dans *La force de la diversité (Strength in Diversity)*, publié par le Ministère de l'Intérieur en

2004,⁶ et pour mettre fin à ce que le rapport de la Commission sur le futur du Royaume-Uni multi-ethnique qualifia de « communauté de communautés ».⁷ Par ailleurs, en février 2004, ce qui peut être qualifié de rite d'inclusion, celui des cérémonies de citoyenneté, fut mis en place: les personnes qui souhaitaient devenir des citoyens britanniques étaient invitées à prêter serment d'allégeance dans leur communauté locale.⁸ Les recommandations faites dans le rapport de 1998 intitulé *L'éducation citoyenne et l'enseignement de la démocratie à l'école (Education for Citizenship and the Teaching of Democracy in Schools)*, selon lesquelles il fallait « donner des conseils pour que la notion de citoyenneté soit enseignée de façon efficace dans les écoles – donc que soient enseignées la nature et les pratiques de la participation démocratique, les devoirs, les responsabilités et les droits des individus en leur qualité de citoyens, et l'importance des activités communautaires pour les individus et la société », eut une influence sur la réforme des programmes scolaires en Angleterre.⁹ Parmi les outils ayant pour but d'aider les individus à pallier à leur décalage culturel et trouver une place au sein de la culture dominante, on peut aussi faire mention du financement Section 11 (Section 11 funding), puisque ce programme commença à mettre en valeur les cours d'anglais et d'éducation civique comme moyen d'encourager l'apprentissage d'une langue commune, de valeurs fondamentales et d'une culture aux immigrants, au lieu de continuer à leur enseigner leur langue maternelle (Cheong, Edwards, Goulbourne and Solomos 27).

Ainsi, un processus de stigmatisation de la diversité culturelle et ethnique émergea très distinctement; cette notion devint antithétique à celles de solidarité et d'unité. Désormais, le débat n'était plus centré sur le racisme mais sur la culture. Il convient d'observer que finalement, on accusait les membres des communautés minoritaires de s'exclure de la société eux-mêmes, alors que les politiques qui avaient été mises en place par les gouvernements successifs étaient en cause. En fait, le déclin économique, la discrimination et les conséquences de l'exode blanc depuis les quartiers ethniquement mixtes sont des facteurs qui ne furent pas pris en compte (Bourne 6). Les concepts de race et d'ethnicité sont manifestement au cœur du discours politique sur l'intégration, mais la référence sous-jacente, à savoir l'arrivée de membres du Nouveau Commonwealth et d'autres groupes dès les

années 40 ne doit pas être oubliée. Les conséquences sociales et culturelles de l'immigration étaient source d'inquiétudes et contribuèrent à la politisation de l'immigration et de la race.¹⁰ Incontestablement, l'arrivée de membres de communautés minoritaires sur le sol britannique a toujours été à l'origine de craintes. Les préjugés raciaux pouvaient être observés dans les documents officiels comme les publications du gouvernement après la seconde guerre mondiale: les ministres semblaient croire que les gens de couleur étaient tout simplement différents et inférieurs, et qu'ils abâtardiraient les citoyens si on les laissait rentrer sur le territoire. En 1953, le rapport sur *Les individus de couleur à la recherche d'un emploi au Royaume-Uni* (*Coloured people seeking employment in the UK*) prévoyait l'accroissement du trafic de drogue, des émeutes, des trains de vie immoraux et de la dépendance vis-à-vis de l'Etat Providence (*Parekh Report 69*). Certaines publications du Centre for Contemporary Cultural Studies affirment que la décolonisation a transformé les noirs en barbares, et que l'émergence de quartiers noirs a exacerbé la peur de révoltes: l'image du noir a évolué depuis celle d'un être humain inférieur à celle d'un problème,¹¹ et la criminalité noire est devenue « le signifiant de la crise des colonies urbaines ».¹² De plus, une hiérarchie parmi les communautés minoritaires pouvait même être reconstruite à partir de tels documents officiels: les Asiatiques (les Indiens en particulier) étaient décrits comme des êtres supérieurs d'un point de vue culturel qui rencontraient du succès par rapport aux blancs issus des classes ouvrières et aux Antillais; il était dit de ces derniers qu'ils vivaient en dehors de la société et des normes sociales¹³ (on faisait le même reproche aux Asiatiques, mais dans leur cas, les liens forts qui existent au sein de leur communauté étaient vus comme un moyen de faire face aux menaces venant de l'extérieur :¹⁴ après des années de persécution, ils ont décidé de ne plus être des victimes¹⁵) et d'être « mentalement lents » et « potentiellement violents ». Dans les années 1990, les observations racistes du genre n'étaient plus explicites dans les publications officielles (*Parekh Report 69*). Cette peur réapparaît dans le cadre du débat sur l'immigration et l'asile. A la veille des élections de 2005, les gens redoutaient l'arrivée de migrants du Moyen-Orient et d'Europe de l'Est, dont on pensait qu'ils menaceraient le tissu social et la prospérité du pays (Cheong, Edwards, Goulbourne and Solomos 27). Par exemple, en avril 2004,

Trevor Phillips, le président de l'organisation gouvernementale contre la discrimination raciale (Centre for Racial Equality), soutenait que le multiculturalisme était allé trop loin et appartenait désormais à une autre ère. Selon lui, les valeurs britanniques ne devaient pas être encouragées seulement au sein des communautés minoritaires, mais aussi au sein du reste de la société :

Nous devons revendiquer l'existence d'une britannicité fondamentale. Par exemple, je déteste la façon dont ce pays a oublié Shakespeare. Ce genre de chose est néfaste pour les immigrants. Ils ne veulent pas venir chez nous simplement parce qu'il y a du travail, mais parce qu'ils aiment ce pays - sa tolérance, ses excentricités, sa démocratie parlementaire, l'énergie qui caractérise ses grandes villes. Ils ne veulent pas voir cela changer.¹⁶

Ce qu'il fallait c'était aller au-delà du multiculturalisme et de la diversité ethnique et établir des valeurs nationales, d'où l'importance du langage de la cohésion sociale dans le débat public et le discours politique. Quand le New Labour fut élu en 1997, la diversité culturelle était à l'ordre du jour, mais par la suite, elle fut remplacée par la mise en avant de la cohésion sociale via des activités favorisant la création de capital social. Cependant, les liens entre immigration, intégration et la façon dont la diversité devait être gérée existaient toujours (Cheong, Edwards, Goulbourne and Solomos, p. 28). À ce propos, il convient de noter ici l'observation de Worley, qui souligna que l'évolution de la langue, de « cohésion sociale » à « cohésion communautaire », dans les publications gouvernementales d'après les émeutes de 2001, montre que l'utilisation de la communauté comme un outil politique par le New Labour fut de plus en plus liée aux notions de citoyenneté active et de responsabilités communautaires. Par conséquent, selon ce chercheur, la cohésion communautaire devint par la suite la politique officielle de relations raciales au Royaume-Uni, et permit aux acteurs politiques de faire référence aux communautés sans pour autant avoir recours à une langue utilisant des connotations raciales.¹⁷

Intégration et cohésion sociale renvoient à une série de questions déterminées par des réalités historiques, contemporaines, socio-économiques et politiques qui elles-mêmes renvoient à la relation entre l'immigrant et ses hôtes (Cheong, Edwards, Goulbourne and Solomos 28). Pour paraphraser le Conseil de l'Europe dans son rapport sur la cohésion sociale, la définition de cohésion sociale la plus influente met l'accent sur les valeurs communes et le fait de s'engager dans une société de cohésion, et elle est fondée sur les liens existants entre les individus au sein de la société.¹⁸ Mais mettre l'accent sur le capital social comme le fit le New Labour implique que tous les citoyens sont égaux ; en d'autres termes, homogénéité et consensus plutôt que différences socio-culturelles, et devoir plutôt que droit, sont mis en avant. Cela équivaut simplement à ignorer les inégalités économiques, structurelles et matérielles. Par ailleurs, les stratégies ayant pour but d'intégrer les communautés minoritaires peuvent être considérées différemment en fonction du contexte et de l'époque. Ainsi, on peut dire que le lien entre le capital social, la diversité et l'immigration sont liés au discours et à l'idéologie dominants (Cheong, Edwards, Goulbourne and Solomos 28-29).

À ce stade, je me dois d'analyser le lien principal entre le capital social et la cohésion sociale. Normalement, on considère que la cohésion sociale est fondée sur le capital social. Au Royaume-Uni, la théorie de Robert Putnam domine. D'après cette théorie, pour remédier aux inégalités sociales et à un manque de cohésion sociale, deux maux causés par la diversité ethnique, on construit du capital social en encourageant les organisations caritatives¹⁹ (à ce sujet, la Community Cohesion Review Team dont j'ai parlé plus tôt, par exemple, mentionne l'importance du capital social dans la question de cohésion communautaire, comme exposé par Putnam dans *Bowling alone: The collapse and revival of American Community* (2000).²⁰ Dans des travaux plus récents, Putnam définit son concept comme « des réseaux sociaux et les normes associées de réciprocité et de fiabilité ». Les personnes qui en font partie et les « passants » bénéficient de ces réseaux à part égale, quelles que soient les conséquences. Le fait est que certains réseaux sociaux, les groupes terroristes par exemple, sont tout sauf des atouts sociaux.²¹ Plus spécifiquement, la théorie proposée par Putnam insiste sur les rôles du « bridging social capital » et du « bonding social

capital ». Le premier type de capital social fait référence au secteur bénévole et aux liens horizontaux fondés sur les intérêts communs qui prévalent sur les différences religieuses, ethniques et socio-économiques ; le second renvoie aux liens sociaux que les individus construisent autour de valeurs communes. Il convient de noter que Putnam envisageait que cette catégorie-ci pouvait être à l'origine de formes d'exclusion). Le « bridging social capital » est considéré comme plus positif pour la cohésion sociale dans la mesure où des liens forts au sein des minorités ethniques ne peuvent permettre l'intégration dans la société à grande échelle.²² Une troisième catégorie de capital social est le « linking social capital » : il s'agit là des relations verticales qui atteignent les individus qui sont dans des situations hétérogènes et qui leur permettent d'avoir accès à davantage de ressources sociales et de ressources visant au développement proposées par des organismes officiels en dehors de la communauté.²³ En ce qui concerne l'immigration, cela implique qu'il incombe au gouvernement d'intervenir en octroyant la nationalité britannique aux immigrants et en leur rendant possible l'accès aux ressources officielles. Sous le règne du New Labour, parce que l'accent était mis sur la cohésion et sur les pratiques mettant en avant la citoyenneté et la langue anglaise, le « bridging social capital » des nouveaux arrivants était considéré comme positif, contrairement au « bonding social capital » observé au sein des communautés minoritaires (Cheong, Edwards, Goulbourne and Solomos 29-30). Putnam affirme que l'hétérogénéité ethnique et sociale est le défi auquel les sociétés modernes font face. À court terme, immigration et diversité ethnique ont tendance à limiter la production de capital social, mais à long terme, elles deviennent un atout, en ce sens qu'elles génèrent de nouvelles formes de cohésion en créant des identités plus inclusives, d'où le besoin de redéfinir cette notion du « nous ».²⁴

Le capital social au secours des communautés parallèles

Le fait qu'on ait récemment commencé à considérer le capital social comme étant à même de créer une cohésion sociale, montre que le débat sur l'adaptation des nouveaux immigrants à la société britannique a commencé à être vu sous un autre angle : en fait, le contexte idéologique a évolué avec le temps et a modifié la

définition du bon capital social. Les liens familiaux et culturels supérieurs qu'on trouve chez les Asiatiques, qui leur ont permis de s'intégrer avec succès, ne sont plus considérés comme positifs de nos jours : aujourd'hui, il s'agit de mauvais capital social et la « bonding segregation » (qu'on trouve surtout chez les Musulmans) est critiquée. Aujourd'hui, les enclaves religieuses et culturelles (des facteurs d'intégration à l'époque), sont considérées comme des menaces pour la solidarité et la cohésion sociale (Cheong, Edwards, Goulbourne and Solomos 31-32). Encore une fois, comme Worley le montre, bien que le terme communauté dans « cohésion communautaire » soit vague et dépourvu de connotations raciales, les quasi-insultes sous-entendues dans les politiques de relations-interraciales ont tendance à faire référence aux Asiatiques, car on considère qu'ils sapent le capital social et sont un frein à sa création (Worley 487). La religion représente un autre élément à la fois positif et négatif, dans l'intégration des immigrants. Les premières lois sur l'immigration et la nationalité ont montré comment l'exclusion, par le biais de la religion et des origines ethniques, ont été primordiales dans la définition de l'identité britannique et les droits des citoyens. En termes de religion, la base était le Christianisme, surtout le protestantisme. Les événements récents ont stigmatisé les non-chrétiens et les musulmans via des « control orders » (ou « house arrests », qui restreignent les libertés d'un individu pour protéger autrui d'un risque de terrorisme) et des arrêtés d'expulsion contre des leaders musulmans. Par conséquent, l'idéologie politique d'alors, en insistant sur la cohésion sociale, empêchait les musulmans de s'intégrer (Cheong, Edwards, Goulbourne and Solomos 32), alors que « la construction hégémonique de l'identité blanche, qui renforce les limites de la communauté, de l'appartenance à un groupe et de la notion de "nous" et "eux" » n'était pas remise en question : leur culture, et non les valeurs racistes du pays hôte et son rejet du patrimoine ethnoculturel, était considérée comme le mal à combattre (Worley 490). Et comme le dit Bourne, « un affrontement fondamental entre deux civilisations - les éclairés, la chrétienté occidentale d'un côté, et l'Islam primitif et barbare de l'autre - est devenu banal et a été accepté ». Il est dit de l'intolérance et des valeurs des Musulmans qu'elles menacent les libertés (Bourne 6).

De plus, l'optique capital social met l'accent sur la façon dont les interactions

s'opèrent entre les communautés de migrants et les hôtes locaux: les tensions au sein des nouveaux immigrants et entre les autochtones et les nouvelles communautés de migrants peuvent empêcher les individus de s'impliquer dans la société.²⁵ Cependant, les problèmes constitués par le racisme et la discrimination étaient souvent pratiquement ignorés dans les programmes encourageant le capital social. Les études montrent que les inégalités socio-économiques et structurelles restaient ancrées dans les communautés installées et celles de nouveaux migrants ; dans ce cas-ci, il semblait même qu'une sous-classe économique émergeait (Zetter et al 3), alors que plusieurs immigrants pensaient qu'ils trouveraient une situation économique et politique meilleure que dans leur pays d'origine. En vérité, ils étaient confrontés à une montée de la ghettoïsation, de l'isolement et des préjugés culturels. Il ne faut oublier que les communautés bangladaises et pakistanaïses ainsi que les réfugiés arrivés récemment, sont parmi les plus pauvres du pays. Selon Sherlock, leurs conditions de santé et de vie étaient parfois pires que chez eux. On peut arguer du fait que dans le contexte d'une population britannique vieillissante et le besoin d'accueillir de nouveaux migrants, la politique du New Labour était contre-productive et contradictoire puisque la démocratie multiculturelle n'était pas encouragée, et que ces jeunes qui n'étaient pas assimilés (et qui sont censés avoir été à l'origine des émeutes de 2001) ne pouvaient pas s'attendre à un changement de leur situation. Les minorités ethniques ont toujours été considérées comme envahissantes et menaçante d'un point de vue socio-économique (Cheong, Edwards, Goulbourne and Solomos 33-34).

Après le 9/11, on a de plus en plus envisagé l'immigration comme associée au terrorisme, à la délinquance, au chômage, au fondamentalisme religieux, plutôt que comme un atout. Donc les pratiques et les politiques (par exemple le Livre Blanc *Frontières sécurisées, havres de sûreté : l'intégration au sein d'une société culturellement diverse / Secure Borders, Safe Haven: Integration with Diversity* publié par le ministère de l'Intérieur en 2002) exacerbèrent préjugés et suspicion, puisque « l'exclusion se pratique par le biais de politiques punitives, de discours publics qui traitent de menaces et qui dénigrent les immigrants, et de contrôles aux frontières qui imposent une discrimination entre les "méritants" et les "non-méritants" » (Cheong, Edwards,

Goulbourne and Solomos 34-35). Pour donner un exemple, *Contrôler nos frontières : pour que l'immigration en Grande-Bretagne soit une réussite* (*Controlling our Borders: Making Migration Work for Britain*), stipulait que l'implantation permanente serait liée à la capacité à parler anglais, car l'ancien ministre de l'Intérieur, David Blunkett, considérait que la citoyenneté active signifiait participer pleinement à la société. Mais les ouvriers peu qualifiés n'avaient pas le droit automatique de rester, même s'ils résidaient au Royaume-Uni depuis des années.²⁶ Cela flirte avec l'idée que le capital social produit de la cohésion sociale si des sanctions sont appliquées, d'où le fait que les migrants peuvent sentir qu'ils ne sont pas acceptés et ne peuvent avoir confiance en la sphère civique de la société hôte. Donc les processus de création de capital social sont affaiblis (Cheong, Edwards, Goulbourne and Solomos 35), d'autant qu'il y a une énorme différence entre l'interprétation qu'on fait du capital social et de la cohésion sociale dans l'agenda politique, et les perceptions au sein des groupes minoritaires. Ces derniers:

ont tendance à considérer le capital social et l'organisation sociale comme un agent d'intégration; comme mettant l'accent sur le caractère fonctionnel des organisations; comme reconstruisant le sens de l'identité; comme agissant comme intermédiaire entre les communautés minoritaires et la société hôte. (Zetter, Griffiths & Sigona 13)

En conséquence, le développement du capital social au sein des communautés immigrantes est une réponse à des forces maîtresses telles que la diversité des identités communautaires et leurs besoins sociaux distinctifs, ce qui ne correspond pas à la politique qui vise à la cohésion. Ces résultats n'impliquent pas seulement que « la formation du capital social peut se révéler ne pas être un instrument de cohésion sociale particulièrement efficace » (Zetter, Griffiths & Sigona 13-14), mais aussi que la création de capital social permet de cacher les éléments caractéristiques des relations interraciales britanniques, c'est-à-dire les injustices et les inégalités (Cheong, Edwards, Goulbourne and Solomos 35; Zetter, Griffiths & Sigona 35).

Pierre Bourdieu est l'un des principaux chercheurs à avoir remis en cause la version dominante du capital social, car selon lui, le capital social n'est pas un remède contre le modèle d'anti-cohésion sociale et, par conséquent, contre ces entités que constituent les hétérotopies, mais le résultat d'inégalités socio-ethniques. L'analyse de Bourdieu insiste sur l'artificialité du capital social ainsi que sur le fait que ses origines se trouvent dans le capital économique. Son approche étant celle d'acteurs engagés dans une bataille pour leur propre intérêt, il doute de la possibilité de désintéressement et donc de valeurs communes et d'identité nationale, et rejette ainsi le lien entre la cohésion sociale et le capital social.²⁷ « Le capital social est la somme des ressources réelles et potentielles qui sont liées [...] à l'appartenance à un groupe », d'où les échanges matériels et symboliques continus qui résultent en des devoirs et en une reconnaissance mutuelle (Bourdieu 51). Le capital social dépend du contexte car, comme Cheong *et al.* l'exposent, il « est conçu comme une ressource fongible pour la mobilité sociale individuelle qui marche en tandem avec d'autres formes de capital pour reproduire les inégalités sociales dans des formes variées de classes ». Cette interprétation va à l'encontre du modèle dominant: en fait, pour Bourdieu, les nouveaux immigrants apportent avec eux diverses formes de capital social quand ils immigrerent dans des sociétés établies, et ils ne sont pas prédisposés à ou en position de former des « bridging links » avec leurs hôtes (Cheong, Edwards, Goulbourne and Solomos 37-38). Quelques études affirment que la participation civique, que l'on utilise pour mesurer le capital social dans la société, dépend de la classe, de la culture et du genre.²⁸ Par exemple, Li observe qu'en Angleterre et au Pays de Galles, le taux de participation civique a baissé, et plus important encore, que les différences de classe sont plus prononcées que celles associées aux qualifications professionnelles, aux trajectoires de mobilité et aux réseaux sociaux. Les hommes et les personnes qui ont les postes socio-culturels les plus élevés sont plus nombreux à être des citoyens actifs, et les membres de la classe ouvrière, les individus peu éduqués et ceux qui ont peu de liens (surtout les femmes) sont moins nombreux l'être (dans les syndicats, les clubs) et sont donc moins nombreux à avoir accès aux canaux officiels de capital social. L'étude de Li montre qu'au sein des classes ouvrières, le niveau de capital social décline (Li, Savage and Pickles 23). On

peut arguer du fait qu'en conséquence, il y a un lien entre le fait d'être membre d'une association bénévole et les formes d'exclusion sociale, car la polarisation entre les riches et ceux qui sont dans les bons réseaux, et ceux qui ne profitent d'aucun type de capital social et qui logiquement ne sont pas impliqués dans la vie politique et associative britannique s'est accrue (Li, Savage and Pickles 2).

À ce stade, je me dois de faire une courte digression pour suggérer que la situation des immigrants en tant que citoyens dans un pays d'accueil peut être analysée en termes d'analogie coloniale et qu'on peut parler de colonialisme interne. Comme le sociologue américain Blauner le montre dans son article, le colonialisme interne implique une persécution culturelle, une domination politique et l'exploitation économique d'une section de la population par une autre.²⁹ Par conséquent, les mouvements de protestation tels que les émeutes peuvent ainsi être considérés comme des « réponses collectives à un statut de colonisés » et à une discrimination néocoloniale (Blauner 393). D'ailleurs, Power et Tunstall affirment que « semer le trouble était un moyen connu de tous pour imposer une image alternative, provocante, défiant l'autorité et destructive, pour pallier à l'incapacité à réussir ou à participer à la société de façon plus organisée ».³⁰ Cependant, puisque les émeutes sont à la fois mises en avant par les médias et réprimées, on peut dire que la notion d'émeute réfère plutôt à un vide politique,³¹ et à ce que Paolo Freire appelait la « culture of silence » : en d'autres termes, les individus exclus et opprimés dans les territoires colonisés, et par extension dans les pays très développés, intériorisent des images négatives d'eux-mêmes (des images créées et imposées par l'opresseur), par conséquent ni un dialogue ni une autonomie ne peut être envisagé.³² Par exemple, ce sentiment d'impuissance explique que la participation électorale dans les quartiers déshérités est très faible, surtout parmi les jeunes. Il est notoire que les plus démunis ont tendance à penser que quel que soit le gouvernement au pouvoir, leur condition ne changera pas.³³

D'autres chercheurs ont contesté la définition dominante du concept de cohésion sociale, parmi lesquels le géographe économique Ash Amin. Selon lui, la citoyenneté active ne se construit non seulement à travers la solidarité et l'ordre, mais aussi à travers une sphère publique locale qui encourage la participation, la

négociation et l'oppression. Ce qui est crucial est de « trouver un juste milieu entre l'autonomie culturelle et solidarité sociale, si bien que la première ne se transforme pas en identités séparatistes et essentialisés, et que la seconde ne verse pas dans l'assimilation culturelle des minorités ethniques et la conformité occidentale ». En effet, les recherches entreprises parmi les réfugiés et les demandeurs d'asile montrent que tout ce qu'ils souhaitent c'est de vivre paisiblement avec les autres communautés, et d'être en droit de garder leur propre culture. Quant au chercheur Yuval-Davis, elle insiste dans son travail collectif que le fait d'adopter des termes liés aux notions d'appartenance et de cohésion sociale revient à réaffirmer allégeance aux valeurs britanniques. Par conséquent, comme les identités d'appartenance ne sont pas présentées comme compliquées et dépendantes de facteurs comme l'ethnicité ou la religion, la cohésion sociale peut être, ironiquement, construite en excluant ceux dont la langue et la culture sont différentes de la langue et de la culture majoritaires. Citons aussi Ben-Tovim, qui montre que se focaliser sur les politiques monoculturalistes est problématique quand on nie le racisme, qui est facteur d'inégalités. Quant à Salmon, il argue du fait que la contribution à la création de capital social, l'émergence d'un dialogue et d'une entente interculturels dans des zones ethniquement diverses et déprimées est en général marginal puisque l'implication dans la communauté et le partenariat sont des considérations qui dépassent ces habitants, victimes de préjugés et marginalisés, dont la préoccupation principale consiste à tenter de survivre (Cheong, Edwards, Goulbourne and Solomos 40-41). Pour conclure ce développement, on ne peut omettre de faire référence à Michel Foucault, et rappeler que le philosophe était favorable à la multiplication des hétérotopies de façon à proclamer la différence et de façon à éviter autoritarisme et répression.³⁴

Une augmentation sans précédent du niveau des demandes d'asile, une mobilité accrue qui encourage l'évolution de la migration économique, et des politiques européennes spécifiques en faveur de la libre circulation des travailleurs expliquent pourquoi le Royaume-Uni a été une cible privilégiée pour les migrants depuis les années 1990. L'intégration des immigrants et la gestion de la diversité ont

logiquement été à la base des préoccupations politiques contemporaines, ce qui met l'accent sur des problèmes importants dans la relation entre des nouveaux migrants et la société hôte (Zetter, Griffiths and Sigona 2). La coexistence hostile de communautés vivant en parallèle, les identités territorialisées, ou hétérotopies pour faire référence à Michel Foucault (Foucault 46-49), a été de plus en plus considérée comme une situation dangereuse pour la cohésion sociale : en d'autres termes, que le communautarisme repose en paix, d'où la nécessité pour le New Labour de trouver un remède. Plusieurs chercheurs ont observé qu'encourager l'idée que le capital social, qui renvoie à des notions de consensus et d'interactions positives, était la solution, revenait finalement à minimiser les concepts complexes d'immigration, de capital social et de cohésion sociale, qui sont en lien avec des questions de pouvoir, de classe, de racisme, aussi bien dans le pays d'origine que dans le pays hôte (Cheong, Edwards, Goulbourne and Solomos 41).

Dans cet article, j'ai tenté de démontrer que les politiques de la « troisième voie » ont stigmatisé les étrangers par le biais de législations à l'encontre de leurs mœurs et leurs comportements, et en cachant les réalités de leurs conditions de vie : en d'autres termes, les réalités de l'exclusion structurelle économique et sociale, des injustices et de la discrimination raciale dont ils sont les victimes. Le point essentiel est que la politique de gestion de la migration du New Labour consistait à « imposer un programme "majoritaire" à des communautés "minoritaires" », comme l'observent Cheong *et al.*. Cependant, l'utilisation d'une approche descendante (plutôt qu'ascendante) pour établir une démocratie sociale et de la cohésion sociale (Cheong, Edwards, Goulbourne and Solomos 43), implique des communautés affaiblies qui ne s'investissent pas et permet d'ignorer les raisons structurelles du dénuement et des inégalités socio-économiques.³⁵ De plus, conflit et consensus peuvent coexister au sein de groupes, et varie en fonction de menaces externes (Zetter, Griffiths and Sigona 22), ce qui signifie que le capital social des migrants peut être décrit comme dépendant,

moins de la force et de la variété de leur capital social que du discours dominant en termes politique d'immigration, du remous d'hostilité

envers les demandeurs d'asile et les réfugiés, et de la façon dont cela impacte sur les groupes d'immigrants et leur perception de l'appartenance, et de l'instrumentalité des politiques relatives à la cohésion sociale mises en place dans cette forme simpliste que constitue la citoyenneté d'inclusion. (*Ibid.* 25)

Il est peu surprenant que des émeutes éclatèrent à Lozells/Handsworth, un quartier pauvre de Birmingham, entre les Asiatiques et les Antillais en 2005. Le soi-disant viol collectif d'une jeune fille de 14 ans fut officiellement à l'origine des troubles, mais l'émeute raciale résulta sans doute une tentative délibérée de monter les noirs contre les Asiatiques pour de maigres ressources en diminution (des fonds étaient attribués sur la base de la religion et de la race) de façon à cacher les causes des inégalités.³⁶ Il semble que les politiques de réconciliation n'ont pas été si efficaces, et que par conséquent, la cohésion sociale n'a pas encore pu être atteinte.

NOTES

¹ Centre for Contemporary Cultural Studies, *The Empire Strikes Back: Race and Racism in 70s Britain*, University of Birmingham, Routledge, 1982.

² Par exemple, HMSO, British Nationality Act 1948, Ch. 56, http://www.legislation.gov.uk/ukpga/1948/56/pdfs/ukpga_19480056_en.pdf

³ P. H. Cheong, R. Edwards. H. Goulbourne & J. Solomos, *Immigration, social cohesion and social capital: A critical review*, in *Critical social policy*, vol. 27, n°1: <http://csp.sagepub.com/content/27/1/24>, 2007, pp. 24-25.

⁴ J. Bourne, *In Defence of Multiculturalism*, IRR Briefing Paper No2, Institute of Race Relations, London, Feb. 2007, pp. 2-4.

⁵ T. Cattle, *Community Cohesion: A Report of the Independent Review Team*, Home Office, London, 2001, p. 9.

⁶ L. Virk & J. Singh, *Strength in Diversity? Multiculturalism Reassessed*, FIRST, Wiltshire, 2004, p. 3.

⁷ The Runnymede Trust, *The Future of Multi-Ethnic Britain: the Parekh Report*, London, Profile Books, 2000, Part 1.

⁸ BBC News: <http://news.bbc.co.uk/2/hi/3487892.stm> (site consulté le 26/08/2011).

⁹ Advisory Group on Citizenship, *Education for Citizenship and the Teaching of Democracy in Schools-Final Report*: <http://www.teachingcitizenship.org.uk/dnloads/crickreport1998.pdf> (site consulté le 26/08/2011), Sept. 1998, p. 6.

¹⁰ E. Lawrence, *Just plain common sense : the 'roots' of racism*, in *The Empire Strikes Back: Race and Racism in 70s Britain*, University of Birmingham, Centre for Contemporary Cultural Studies, 1982, Chapter 2.

-
- ¹¹ Ibid..
- ¹² S. Hall, *Policing the crisis: mugging, the state, and law and order*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 1978, 437 p, p. 339.
- ¹³ T. Modood et al., *The Fourth National Survey of Ethnic Minorities, Ethnic Minorities in Britain: Diversity and Disadvantage*, London, PSI, 1997, p. 347.
- ¹⁴ D. P. Waddington, *A Comparative Analysis of the British Riots of 2001 and the French Disorders of 2005*, Centre for Criminal Justice, Policy and Research: <http://www.lhds.bcu.ac.uk/criminaljustice/news/102> (site consulté le 18/08/2008).
- ¹⁵ C. Alexander, *Embodying Violence: 'Riots', Disorder and the Private Lives of 'the Asian Gang'*: http://www.allacademic.com//meta/p_mla_apa_research_citation/1/0/9/7/3/pages109731/p109731-1.php (site consulté le 21/08/2008) p. 13.
- ¹⁶ BBC News, *Race chief wants integration push*: http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/3596047.stm (site consulté le 5/9/11).
- ¹⁷ C. Worley, *'It's not about race. It's about community: New Labour and 'community cohesion'*, in *Critical social policy*, vol. 25, n°4: <http://csp.sagepub.com/content/25/4/483> (site consulté le 26/08/2011), 2005, pp. 486-487.
- ¹⁸ Conseil de l'Europe, *Report of High-Level Task Force on Social Cohesion*: http://www.coe.int/t/dg3/default_en.asp, Jan. 2008 (site consulté le 26/09/2011).
- ¹⁹ M. K. Smith, *'Social capital', the encyclopedia of informal education*: www.infed.org/biblio/social_capital.htm, 2000-2009 (site consulté en 2009).
- ²⁰ A. Kearns, *Social Capital, Regeneration and Urban Policy*, in R. Imrie & M. Raco (eds.), *Urban Renaissance? New Labour, Community and Urban Policy*, Bristol, Polity Press, 2003, p. 49.
- ²¹ R. D. Putnam, *E Pluribus Unum: Diversity and Community in the Twenty-First Century (The 2006 Johan Skytte Prize Lecture)*, in Nordic Political Science Association, *Scandinavian Political Studies*, Vol. 30, no. 2, June 2007, pp. 137-174, pp. 137-138.
- ²² See M. K. Smith.
- ²³ M. Woolcock, *The place of social capital in understanding social and economic outcomes*, *Canadian Journal of Policy Research*, 2001, p. 4.
- ²⁴ R. D. Putnam, *E Pluribus Unum: Diversity and Community in the Twenty-First Century (The 2006 Johan Skytte Prize Lecture)*, in Nordic Political Science Association, *Scandinavian Political Studies*, Vol. 30, no. 2, June 2007, pp. 137-174, p. 138-139.
- ²⁵ R. Zetter et al., *Immigration, social cohesion and social capital: What are the links?*, York, Joseph Rowntree Foundation, 2006, p. 24.
- ²⁶ Home Office, *Controlling our Borders: Making Migration Work for Britain-Five-Year Strategy for Asylum and Immigration*, Cm 6472, London, The Stationery Office, Feb. 2005, 48 p.
- ²⁷ P. Bourdieu, *The Forms of Capital*, in J. G. Richardson (ed.), *Handbook of Theory and Research for the Sociology of Education*, New York, Greenwood, 1986, p. 54.
- ²⁸ Y. Li, M. Savage & A. Pickles, *Social capital and social exclusion in England and Wales (1972-1999)*, *British Journal of Sociology*, Vol. No. 54 Issue No. 4, London, Routledge Journals, Taylor & Francis Ltd on behalf of the LES, December 2003, p. 6.
- ²⁹ R. Blauner, *Internal Colonialism and Ghetto Revolt*, in *Social Problems*, Vol. 16, no. 4, University of California Press, California, 1969, p. 396.
- ³⁰ A. Power & R. Tunstall, *Dangerous Disorder: Riots and Violent Disturbances in 13 Areas of Britain 1991-1992*, York, YPS for the Joseph Rowntree Foundation, 1997, p. 2 (summary).
- ³¹ C. Avenel, *Sociologie des « Quartiers Sensibles »*, Paris, Armand Colin, 2004, pp. 86-87.
- ³² T. Heaney, *Issues in Freirean Pedagogy*: <http://nlu.nl.edu/academics/cas/ace/resources/Documents/FreireIssues.cfm> (site consulté le 14/08/2011).

³³ P. Harrison, *Inside the Inner City: Life under the Cutting Edge*, Middlesex, Penguin Books (3rd Edition), 1992, pp. 410-412.

³⁴ M. Foucault, *Dits et écrits 1984, Des espaces autres* (conférence au Cercle d'études architecturales, 14 mars 1967), in *Architecture, Mouvement, Continuité*, n°5, octobre 1984, pp. 46-49.

³⁵ G. Craig, *Community capacity-building: Something old, something new . . .?*, in *Critical Social Policy*, vol. 27, n°3: <http://csp.sagepub.com/content/27/3/335.refs.html>, 2007, p. 2.

³⁶ The Guardian: 'A rumour, outrage and then a riot. How tension in a Birmingham suburb erupted', 24/10/2005: <http://www.guardian.co.uk/uk/2005/oct/24/race.ukcrime> (site consulté le 5/9/2011); World Socialist Web Site: "The Birmingham riots: Against racial politics—for class unity", 26/10/2005: <http://www.wsws.org/articles/2005/oct2005/riots-o26.shtml> (site consulté le 6/9/2011).

© 2013 Monia O'Brien Castro & GRAAT